



POLITIQUE ÉLECTIONS EUROPÉENNES J - 6

# Les forces eurosceptiques pèsent lourd dans le scrutin

Très diverses, tout un panel de forces eurosceptiques ont un poids loin d'être négligeable dans beaucoup de pays de l'Union européenne.



De Geert Wilders aux Pays-Bas à Viktor Orbán en Hongrie, en passant par Jean-Luc Mélenchon en France : quelques visages divers de l'euroscepticisme au sein de l'Union européenne. AFP / Montage L'union

## LES AUTRES POINTS

### LREM attaque le RN, cheval de Troie de Trump et Poutine

La majorité macroniste sonne la charge à une semaine du scrutin contre l'extrême droite. L'arrivée à Paris de Steve Bannon, ex-stratège de Donald Trump et soutien de Marine Le Pen, a fourni des munitions à la liste LREM-MoDem, avant le scandale aux accents russes qui a détruit samedi la coalition droite-extrême droite en Autriche.

« Marine Le Pen, l'extrême droite autrichienne, l'extrême droite allemande sont fortement liées au parti de Poutine », a dénoncé Daniel Cohn-Bendit, proche d'Emmanuel Macron, lors d'une session Facebook Live hier. De son côté, Pascal Canfin, n°2 de la liste LREM, a déclaré hier sur Cnews : « La nouvelle internationale de l'extrême droite (...) est en train de se concrétiser pour détruire l'Union européenne, et aujourd'hui le Rassemblement national, c'est l'idiot utile de ce projet politique, c'est le cheval de Troie de Trump et de Poutine. »

**C**apitales en conflit avec Bruxelles sans pour autant vouloir suivre l'exemple de Londres, partis anti-UE ou anti-euro associés au pouvoir, oppositions plus radicales : très diverses, des forces eurosceptiques pèsent lourd dans beaucoup de pays. En voici un tour d'horizon

**1 FRANCE**  
Le Front national s'est rebaptisé Rassemblement national, atténuant le discours anti-européen de la campagne présidentielle de 2017, tout en maintenant son discours anti-migrants. Il est concurrencé par d'autres mouvements comme Debout la France ou les Patriotes. À gauche, la France insoumise (trois eurodéputés) prône de ne pas respecter, en matière budgétaire, les traités européens, sans sortir formellement de l'UE.

**2 ALLEMAGNE**  
Formation anti-euro et anti-migrants créée en 2013, l'Alternative pour l'Allemagne (AFD) a raflé 12,6 % des suffrages aux législatives de 2017, bouleversant le jeu politique

**3 ROYAUME-UNI**  
En principe, les eurosceptiques sont majoritaires au Royaume-Uni, 52 % des électeurs

ayant choisi le Brexit lors du référendum de 2016. Mais les vicissitudes de ce Brexit vont amener paradoxalement les Britanniques à participer en mai aux élections européennes. Tout aussi paradoxalement (au vu de la crise depuis trois ans), le Parti du Brexit de l'europhobe Nigel Farage pourrait bien faire une percée lors de ce scrutin,

**4 HONGRIE**  
Le Premier ministre Viktor Orbán a axé sa campagne électorale pour le 26 mai sur la dénonciation des institutions européennes. Son parti, le Fidesz a été suspendu en mars du Parti populaire européen (droite).

**5 RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**  
Nommé par un président eurosceptique et pro-russe, Miloš Zeman, le Premier ministre, Andrej Babiš, du parti populiste ANO (2 eurodéputés sur 21 mais près de 30 % des voix aux législatives de 2017) s'est opposé à Bruxelles sur l'immigration.

**6 POLOGNE**  
Le gouvernement conservateur du Pis (Parti Droit et Justice, dirigé par Jarosław Kaczyński, quatorze eurodéputés sur 51) est menacé de sanctions européennes

pour non respect de l'État de droit, autour d'une réforme de la Cour suprême.

**7 ROUMANIE**  
Le gouvernement social-démocrate est menacé par la Commission de sanctions pour un projet de réforme controversé du système judiciaire.

**8 ITALIE**  
Le gouvernement populiste de la Lega et du mouvement 5 étoiles s'est vivement opposé à la plupart de ses partenaires en fermant ses côtes aux arrivées de réfugiés et a livré un bras de fer, conclu par un compromis, avec la Commission sur un budget 2018 en dehors des clous. Le chef de la Lega (ex-Ligue du Nord), Matteo Salvini entend s'imposer comme le leader européen des nationalistes.

**9 AUTRICHE**  
Le chef du parti d'extrême droite eurosceptique FPÖ, Heinz-Christian Strache, était jusqu'à ce week-end le numéro 2 du gouvernement du chancelier conservateur Sébastien Kurz... Il vient de démissionner, piégé par une vidéo le montrant en train d'expliquer à une femme se présentant comme la nièce d'un oli-

garque russe comment financer de manière occulte son parti, et comment racheter un média afin que celui-ci lui soit ensuite favorable politiquement.

**10 DANEMARK**  
Le Parti populaire danois (trois eurodéputés sur treize), formation anti-migrants qui envisage à terme une sortie de l'UE, soutient, sans y participer, le gouvernement minoritaire de centre droit.

**11 FINLANDE**  
Le parti des Vrais Finlandais (2 eurodéputés sur 13), pour la sortie de l'euro, a remporté un grand succès lors des législatives du 14 avril.

**12 SUÈDE**  
Les Démocrates de Suède (2 eurodéputés), qui envisagent une sortie de l'UE, se posent en arbitre entre les deux grands blocs dominants, de gauche et de droite.

**13 PAYS-BAS**  
Le Parti pour la liberté anti-islam de Geert Wilders est devenu en 2017 la deuxième force du Parlement néerlandais. ■  
À lire demain : les partis divisés sur l'immigration